



Ministère de la relance



## NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DU PLAN DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (121 C 1 PPE)- CUMA DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

**Cette notice présente les principaux points de la réglementation.  
Veuillez la lire avant de remplir la demande de subvention**

**SI VOUS SOUHAITEZ DES PRÉCISIONS, CONTACTEZ LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE DE MAINE ET LOIRE (SERVICE D'ÉCONOMIE AGRICOLE- UNITÉ RDR ET FILIÈRES -BÂTIMENT C - 15 BIS RUE DUPETIT THOUARS 49047 ANGERS CEDEX 01)**

Un nouveau dispositif d'aide aux investissements liés aux économies d'énergie et à la production d'énergie renouvelables (EnR) est mis en œuvre : Le Plan de Performance Energétique.

Ce plan, pour l'année 2009, relève du Plan de Relance de l'Economie française. Il est adossé au Programme de Développement Rural Hexagonal (PDRH) et à ce titre peut bénéficier d'un co-financement européen.

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du PPE.

Il accompagne le formulaire de demande d'aide.

**Tous les documents officiels de formulaires mentionnés dans cette notice sont téléchargeables sur le site de la préfecture : [http://www.maine-et-loire.pref.gouv.fr/demarches/Agriculture/Agri\\_index.htm](http://www.maine-et-loire.pref.gouv.fr/demarches/Agriculture/Agri_index.htm)**

### CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION

#### Qui peut demander une subvention ?

**Les Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA) répondant aux conditions suivantes :**

- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales, y compris du paiement des redevances des agences de l'eau et de mes cotisations au Haut Conseil de la Coopération,
- disposer d'un agrément coopératif,
- le projet doit répondre aux critères de priorité ainsi qu'aux critères de sélection définis,
- souscrire à des engagements pour une durée de 5 années.

**Au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de votre demande, vous devez :**

- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de votre demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux.

### Quels investissements éligibles ?

Pour l'année 2009 et pour les projets financés dans le cadre du plan de relance de l'économie française, les travaux pourront débuter dès le dépôt de la demande sur dérogation explicite de la DDEA de Maine et Loire.

#### **Un préalable : la réalisation d'un diagnostic énergétique**

Afin d'accéder aux aides aux investissements matériels du point 3, il est nécessaire de réaliser un diagnostic énergétique. Il devra être réalisé par une personne compétente et suivant le respect du cahier des charges rédigé par l'administration et les organisations professionnelles agricoles. Les DDEA tiennent à jour une liste des coordonnées des personnes compétentes pour effectuer les diagnostics énergétiques des exploitations agricoles.

Pour 2009, le diagnostic énergétique pourra être fourni, au plus tard, à la demande de versement du premier acompte.

**Le financement du diagnostic énergétique SEUL pourra être réalisé à condition de déposer une demande de subvention et de ne pas avoir réglé la dépense liée au diagnostic avant le dépôt de la demande.**

Le diagnostic est financé sur la base d'un coût plafond de 1000 € pris en charge à hauteur de 40 %, porté à 50 % si le porteur de projet est un jeune agriculteur. Une majoration de 10% est effectuée pour les exploitations dont le siège social est en zone défavorisée.

**Cas dérogation à la réalisation d'un diagnostic énergétique :**

Peuvent déroger à cette obligation de réalisation du diagnostic énergétique :

- o les CUMA pour les investissements liés à la « **Valorisation de la biomasse bois, haies et sarments de vigne** », et au « **Module de suivi de consommation instantanée sur tracteur existant** »

En aucun cas les auto-diagnostics seront aidés.

**L'aide peut être accordée pour soutenir les dépenses des équipements suivants :**

**1. Valorisation de la biomasse bois, haies et sarments de vigne,**

- Chaîne de conditionnement pour la commercialisation de biomasse,
- Combiné scieur – fendeur avec tapis ameneur pour bois bûche,
- Déchiqueteuse à grappin,
- Chargeur télescopique pour usage lié à cette valorisation,
- Grappin à batteur / coupeur à batteur,
- Plate forme de stockage de biomasse issue de bois et de haies,
- Botteleuse de sarments de vignes.

**2. Matériels**

- Module de suivi de consommation instantanée sur tracteur existant,

**3. Pour les bâtiments**

- Matériaux, équipements et matériels pour l'installation d'un chauffe-eau solaire thermique pour la production d'eau chaude sanitaire (ECS),
- Eclairage spécifique lié à l'économie d'énergie (détecteur de présence, système de contrôle photosensible, démarreur électronique...),
- Echangeurs thermiques du type « air-sol » (« puits canadiens »),
- Echangeurs de type « air-air » (VMC double-flux),
- Système de régulation lié au chauffage et à la ventilation des bâtiments,
- Bâtiment et équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie renouvelable destinée au séchage en grange pour le stockage de productions végétales et de fourrages,
- Matériaux, équipements, matériels et aménagement pour l'isolation des locaux et des réseaux à usage agricole,
- Chaudière à biomasse ne bénéficiant pas du crédit d'impôt,

- Pompes à chaleur,

Le montant global des investissements éligibles est de 150 000€.

- Sont également éligibles les prestations relatives à la conception du bâtiment (plans, honoraires d'architecte) et/ou à sa maîtrise d'œuvre (conformité technique, suivi du chantier, conduite des travaux), et des études de faisabilité, des audits énergétiques dans la limite de 10 % du montant des travaux concernés.

**Ne sont pas éligibles :**

- les bâtiments ou les équipements d'occasion,
- l'achat de bâtiments existants,
- les bâtiments ou les équipements en copropriété,
- les locaux commerciaux,
- tout investissement immatériel autre que ceux cités précédemment, en particulier les frais relatifs au montage du dossier,
- les frais de main d'œuvre en cas d'auto-construction,
- Les investissements financés par le canal d'un crédit bail ou d'une location vente.

**Equipements nécessitant des attestations :**

- 1. Équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses :** le rendement énergétique doit être supérieur ou égal à 70 % et la concentration en monoxyde de carbone doit être inférieure ou égale à 0,6%,
- 2. Capteurs solaires thermiques :** certification CSTBat ou certification Solar Keymark ou équivalent ainsi que l'installation par un agent agréé qualisol,
- 3. Pompes à chaleur :** coefficient de performance énergétique (COP) supérieur ou égal à 3,3. (Le COP d'une pompe à chaleur se traduit par le rapport entre la quantité de chaleur produite par celle-ci et l'énergie électrique consommée par le compresseur).

**Quelle articulation avec les autres dispositifs ?**

La subvention accordée au titre de ce dispositif n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne.

**Les montants de la subvention**

Le montant minimum d'investissement matériel éligible est fixé à 2000 € (hors diagnostic) pour accéder à l'aide.

La subvention est calculée sur la base d'un montant subventionnable auquel est appliqué un taux de subvention.

Les taux maximum sont exprimés en tenant compte du cofinancement européen.

Les taux d'intensité et d'encadrement des aides pour les investissements matériels sont majorées de 10 % pour les CUMA dont le siège est situé en zone défavorisée.

**Niveau d'aide accordée :**

<b>Diagnostic énergétique</b>	Zone de plaine	Zone défavorisée
Montant plafonné (€)	1 000	1 000
Taux d'aide (%)	40	50
Montant max d'aide tous financeurs (€)	400	500

<b>Investissements matériels</b>	Zone de plaine	Zone défavorisée
Montant plafonné (€)	150 000	150 000
Taux d'aide (%)	40	50
Montant max d'aide tous financeurs(€)	60 000	75 000

**Publicité de l'aide européenne**

Le bénéficiaire d'une aide au titre du dispositif comprenant une part co-financée sur le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) doit apposer une plaque explicative si le montant global prévisionnel de son projet est supérieur à 50 000 €, un panneau si le montant global prévisionnel de son projet est supérieur à 500 000 €. Cette plaque/ce panneau comprennent le logo européen, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet.

**Publicité du Ministère de la relance**

Dès lors que l'investissement atteint 50 000 €, la mention du Ministère de la Relance de l'économie française doit être visible de la manière suivante « [...] **est financé grâce au Plan de Relance du Gouvernement** ».

**RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS**

① **Poursuivre son activité agricole pendant cinq ans à compter de la date de la décision d'octroi de l'aide.**

② **Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la décision de l'engagement juridique de l'aide signature de la décision d'octroi de la subvention, pour le matériel je m'engage à ne pas revendre le matériel financé ou à le remplacer sans aide**

③ **Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation.**

④ **Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet.**

⑤ **Détenir, conserver, fournir, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur à compter de la date de la décision d'octroi de l'aide.**

⑥ **Informer le guichet unique préalablement à toute modification du projet ou des engagements.**

**FORMULAIRE A COMPLÉTER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

**Demande**

La procédure pour prétendre à bénéficier de la subvention est de déposer un **formulaire unique de demande de subvention au titre du présent dispositif** quel que soit le (ou les) financeur(s) à la DDEA de Maine et Loire.

La liste des pièces à fournir est indiquée à la dernière page du formulaire.

**Précisions sur la manière de remplir le formulaire**

Chaque usager est identifié par un N° unique. Ce N° est, dans le cas général, le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises (C.F.E.) dont vous dépendez. Si vous ne pouvez obtenir un N° SIRET, en joignant la copie d'une pièce d'identification, les services du ministère chargé de l'agriculture vous donneront un N° spécifique (NUMAGRIT) qui sera votre identifiant unique. Cet identifiant unique vous permettra, ultérieurement, d'accéder à toutes les informations concernant la gestion de vos dossiers au sein de cette administration.

**Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de l'attribution d'une subvention.**

**Vous n'êtes pas autorisé à démarrer vos travaux avant la date de la première décision d'octroi de la subvention, sauf cas de renonciation au bénéfice de l'aide et sauf dérogation explicite de la DDEA de Maine et Loire pour l'année 2009** dans le cadre du plan de relance de l'économie. En cas de réponse défavorable à votre demande, vous aurez ainsi toujours la possibilité de la renouveler sous réserve que vous ne démarriez pas vos travaux avant d'avoir reçu une décision d'attribution de la subvention.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année si le projet que vous avez présenté est retenu dans le cadre de l'appel à candidatures.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des travaux effectivement réalisés plafonné au montant maximum prévisionnel.

**Rappel des délais**

Le guichet unique vous enverra un récépissé de dépôt de votre demande d'aide. Dans un délai de 2 mois à compter de la date

Mise à jour 12 février 2009

de réception de la demande d'aide, le guichet unique doit avoir constaté le caractère complet du dossier. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration du délai de deux mois, le dossier est réputé complet.

Le guichet unique procède à l'instruction de la demande dans un délai de six mois à partir de la date de déclaration de dossier complet.

Votre demande sera analysée dans le cadre d'un appel à candidature. Vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Pour 2009, le **premier appel à candidatures se termine le 15 mai 2009**, date de dépôt de dossier complet à la DDEA. Le second appel aura lieu du 16 mai au **15 juin 2009**.

Lorsqu'une décision de subvention vous a été notifiée, vous devez déclarer au guichet unique la date de début des travaux, qui doit intervenir dans un délai d'un an à compter de la date de cette décision ; passé ce délai, la décision est rendue caduque. Vous disposez ensuite d'un délai de deux ans à compter de la date de déclaration de début des travaux pour terminer votre projet ; passé ce délai, le reversement des acomptes perçus peut, le cas échéant, être demandé.

#### Attention :



Le projet étant financé dans le cadre du Plan de Relance du Gouvernement, il est impératif de respecter ces délais. Aucune prorogation de délai ne pourra être accordée. Les projets dont le commencement d'exécution est prévu en 2009 sont prioritairement retenus.

#### Versement de la subvention

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit adresser au guichet unique, au plus tard dans les trois mois suivant l'achèvement complet de l'opération, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs).

La subvention peut donner lieu au versement d'un seul acompte sous réserve que ce dernier atteigne la somme de 1 500 € et dans la limite de 80% du montant de l'aide. Le paiement du seul diagnostic énergétique est possible indépendamment de la procédure de paiement pour les investissements matériels.

Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux. Une visite sur place pour constater la réalisation des travaux peut être effectuée au préalable par le guichet unique.

Le paiement de la subvention est assuré par le CNASEA. Il est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

La subvention du Fonds Européen Agricole de Développement Rural ne pourra vous être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs.

**Une seule subvention est attribuée pour une même exploitation par période de cinq ans, sauf en cas d'arrivée d'un jeune agriculteur dans une structure sociétaire.** Si le diagnostic énergétique est dissocié de la période de réalisation des investissements, deux dossiers PPE peuvent être déposés durant la période de 5 ans, un premier

concernant la partie uniquement diagnostic et un second portant uniquement sur la partie investissements.

#### LES CONTRÔLES ET LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS.

#### Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements

Des contrôles sur place sont effectués de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l'exacte conformité entre les informations contenues dans votre demande et la réalité du projet réalisé. Pour le point ①, ② de vos engagements, le contrôle consiste à vérifier l'absence d'irrégularité constatée.

A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

#### Sanctions prévues

Lorsque le bénéficiaire n'a pas maintenu dans un bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements aidés, a revendu le matériel ou les équipements subventionnés, a cessé l'activité agricole, il doit rembourser, le montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité égale à 5% du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 3 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de refus de vous soumettre à un contrôle administratif ou sur place, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 20 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de fausse déclaration commise lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

En cas de fausse déclaration faite délibérément ou de fraude, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 25 % du montant de l'aide, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe. En outre, vous serez exclu du bénéfice de l'aide au titre de la même mesure, relevant de l'axe 1 du règlement de développement rural, pendant l'année d'octroi de l'aide et pendant l'année suivante.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le CNASEA et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au guichet unique.